

ne jamais se réaliser. Mais en supposant que ce soit sa politique, il n'y avait pas de moyen plus sûr d'en provoquer l'échec que de dire, en déchargeant ainsi son cœur devant un journaliste d'un pays étranger, que le Canada dépend virtuellement de la grande république voisine, qu'il est prêt à faire quoi que ce soit, à s'humilier en n'importe quel temps, à faire toutes les concessions qui peuvent être nécessaires.

J'ai une autre objection à présenter à ce sujet. L'honorable ministre dit qu'au nombre des questions qu'il propose de mettre à l'étude, il y a celle du système d'entreposage. Qu'entend-il par là ? Ignore-t-il que le système d'entreposage dont le Canada jouit aujourd'hui est garanti par un traité formel conclu entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique, bien que, de temps à autre, certains citoyens des Etats-Unis, qui tiennent à créer des difficultés avec le Canada, qui n'hésitent pas à faire tout ce qui dépend d'eux pour nous livrer aux Etats-Unis, aient bien voulu suggérer au gouvernement des Etats-Unis de mettre fin au privilège de l'entreposage comme moyen de faire capituler le Canada, de même qu'ils ont eu la bonté de dire qu'il est au pouvoir des Etats-Unis d'adopter une politique qui minerait en bien peu de temps les grandes lignes de chemin de fer de notre pays, le Grand-Tronc et le chemin de fer Canadien du Pacifique. C'est une politique qui se conçoit de la part des Farrar, des Wyman et des Glen : mais je ne comprends pas que le premier ministre du Canada se lie à une déclaration qui équivaut à dire que le privilège de l'entreposage est un privilège qu'il nous reste à acquérir. C'est un privilège qui a été concédé après les déclarations les plus formelles des plénipotentiaires des deux pays, et qui a été ratifié par un traité en vertu duquel nous l'exerçons aujourd'hui. Je ne veux pas insister davantage là-dessus, mais j'ai cru absolument nécessaire de profiter de la première occasion pour indiquer les conséquences de cette politique extrêmement inconsidérée et imprudente, que le chef du gouvernement paraît disposé à appliquer.

Je n'ai qu'un mot à ajouter, et c'est à l'égard du renvoi à huit ou neuf mois de l'étude de la politique économique à appliquer au pays. Je dois dire qu'à mon sens, il est impossible de concevoir une politique plus funeste au Canada. Le libre-échange serait mauvais certes, de même un tarif de revenu, de même la déclaration que les industries canadiennes seraient abattues d'un seul coup ; mais l'incertitude est pire. Je dis que, s'il n'était pas nécessaire, avec les opinions que nourrit la droite, de convoquer le parlement pour obtenir le vote des subsides, il est nécessaire que le peuple canadien sache, il est de suprême intérêt pour lui de savoir quelle sera la politique du gouvernement de ce pays. L'honorable chef de la droite ignore-t-il la cause du terrible désastre qui a ruiné des millions de gens dans la grande république voisine ? Ignore-t-il que l'élection du président Cleveland, déclarant que la protection serait abattue et que le libre-échange serait la politique des Etats-Unis d'Amérique, a paralysé toutes les industries dans ce pays ? Ignore-t-il les terribles désastres financiers et commerciaux qui ont suivi depuis lors, si bien que ce pays a été réduit à une situation que tout le monde doit déplorer, qu'entre tous nous avons raison de déplorer, parce que, situés comme nous le sommes, séparés par une longue frontière imaginaire, il est impossible que ce pays subisse une crise financière et

commerciale, sans que cette crise se fasse rigoureusement sentir au Canada, et c'est ce qui est arrivé. Mais, sous l'égide de la politique nationale, le Canada a résisté....

Une VOIX : Ecoutez ! écoutez !

Sir CHARLES TUPPER : Je vais citer à l'honorable député une autorité, non pas canadienne, mais américaine. Je vais lui citer ce qu'a dit un éminent statisticien des Etats-Unis de la position qu'occupait le Canada pendant que cette crise, dont nous avons ressenti l'effet, écrasait la grande république voisine, faisait souffrir de la faim des centaines de milliers de personnes, et jetait dans la misère et la désolation les foyers des millions de citoyens de ce pays, parce que le commerce était paralysé, parce que les industries du pays étaient paralysées, parce qu'on ne savait pas ce que serait la politique économique du pays. Dans ces circonstances, je vais citer aux honorables députés, qui paraissent parler d'un cœur si léger de la position que le Canada occupait, pendant qu'il ressentait considérablement l'effet de cette crise, à laquelle il put résister cependant, sous l'égide de la politique nationale, résistant même au débordement des résultats préjudiciables qui, grâce à sa proximité des Etats-Unis, l'atteignirent naturellement, je vais, dis-je, leur citer l'opinion qu'exprimait dans le *Forum*, dans les premiers mois de 1894, M. D.-A. Wells, l'économiste américain dont la réputation est si bien établie. Voici ce qu'il disait :

Dans la Confédération canadienne, séparée de nous au nord, au point de vue territorial, par une ligne imaginaire, il n'y a eu ni panique, ni demande extraordinaire d'argent, ni arrêt d'industries, ni diminution du commerce, ni augmentation du taux de l'intérêt : en un mot, rien en dehors du cours ordinaire des choses, si ce n'est l'influence exercée par la contiguïté à ce qu'on peut appeler un cyclone financier, dont la zone de destruction était contiguë au territoire canadien, mais en dehors de ce territoire.

Cette opinion sur la situation des deux pays n'est pas de source canadienne, mais de haute source américaine. L'honorable chef de la droite veut-il établir dans toutes les parties de notre pays les conditions désastreuses dont souffrent actuellement les Etats-Unis ? Si tel est le cas, il applique le meilleur moyen d'atteindre son but. Tous les rapports commerciaux indiquaient un progrès dans la situation commerciale du pays ; le fait est que tout indiquait, clairement et sans méprise possible, que le Canada sortait de la crise qui, depuis quel temps, s'était étendue sur tout le pays.

Mais quel sera l'effet de cette déclaration ? Les capitalistes, qui attendaient de savoir quelle serait la politique économique du pays, quel parti triompherait, pour décider s'ils placeraient des capitaux et emploieraient de la main-d'œuvre au nord et au sud de la frontière, suivant que les industries canadiennes continueraient d'être protégées, ou qu'on aurait le libre-échange, seront paralysés dans leur action, et la vérité est qu'il n'y a pas un homme d'affaires dans ce pays qui n'ait un intérêt suprême à savoir aussitôt que possible quel sera le sort du pays.

Dans ces circonstances, je crois que, s'il n'y avait pas lieu, étant donnée la politique de la droite, de convoquer le parlement, en ce que le gouvernement a trouvé le moyen d'obtenir des subsides sans notre faible concours, il y avait et il y a une raison à ce que le gouvernement fasse connaître sa politi-